

Contre-pétition sur la Syrie adressée au Président de la République française, M. Emmanuel Macron

Monsieur le Président,

Vous avez déclaré que vous ne souhaitez pas la destruction de l'Etat syrien et qu'avec vous au pouvoir, on en aurait fini avec les "néoconservateurs importés". Plus récemment, au sortir du G20, vous avez de nouveau précisé votre détermination à œuvrer pour une sortie politique du conflit excluant le préalable d'une mise hors jeu de l'actuel Président de l'Etat syrien. Vous interrompez le soutien financier et logistique que la mandature précédente accordait à des forces combattantes terroristes qu'elle qualifiait de 'modérées.'

Ce réalisme a été imposé par l'échec d'une politique d'ingérence illégitime et désastreuse. Le peuple syrien avec toutes ses composantes, en particulier une opposition authentique de l'intérieur, certes pas celle d'une poignée d'exilés exhibés à quelques occasions, s'est rangé derrière Bachar el Assad pour lutter contre la désintégration de sa nation. Avec l'aide de pays amis, il est en train de mettre fin à l'existence d'un Etat takfiriste.

Parmi ceux qui ont accueilli votre présidence avec scepticisme, beaucoup espèrent voir dans cette position une politique qui permettrait à la France d'entamer une diplomatie indépendante. Elle se déploierait fermement dans les intérêts conjoints des peuples de la région, martyrisés et décimés, et du peuple français qui n'en a récolté comme effet tangible que des attentats terroristes sur son territoire et l'instauration d'un Etat d'urgence sans cesse reconduit. Elle saurait rester insensible aux imprécations telles que celles développées dans une lettre ouverte à Libération (1). Ce véritable appel à la guerre cautionne la tentative de déstabilisation d'un Etat souverain au mépris de la loi internationale. Il se présente sous la forme d'un chantage moral habituel qui consiste à culpabiliser ceux qui refusent la guerre, en les accusant de faire de la France la « complice » des crimes imputés sans preuve au gouvernement syrien. Bien au contraire, des preuves irréfutables s'accumulent qui mettent en évidence la responsabilité des forces terroristes dans les différents événements chimiques qui ont émaillé la scénarisation d'une dictature sanguinaire qui assassine son peuple.

## Pour une politique française en Syrie indépendante et respectueuse du droit

Écrit par Collectif

Vendredi, 14 Juillet 2017 10:51

---

Nous sommes opposés à toute guerre d'ingérence franche comme celle qui a détruit la Libye et déstabilisé l'Afrique sub-sahélienne mais plus encore contre cette forme insidieuse d'agression menée par la France en Syrie à l'insu du peuple français. Aussi nous vous mettons en garde instamment contre la tentation de création de couloirs humanitaires, prétexte toujours invoqué pour établir une installation militaire étrangère dans un pays souverain.

Monsieur le Président,

Nous attendons de la part de votre gouvernement que la France réaffirme sa vocation d'indépendance et de respect du droit en matière de politique internationale, à savoir :



Qu'elle s'oppose aux guerres visant à des « changements de régime », qui sont en réalité des guerres visant à la destruction d'États souverains qui n'agressent personne ;



Qu'elle refuse de suivre les « diktats » de tous ceux, néoconservateurs ou « humanitaires » auto-proclamés, qui mèneraient à des guerres sans fin, illégales au regard du droit international ;



Qu'elle fonde le prestige de la France sur sa capacité de compréhension et de médiation des conflits, ce qui est dans l'intérêt véritable des Français et des peuples du monde entier ;

Comme premier geste concret, nous vous demandons de lever les sanctions qui frappent le

peuple syrien et de rétablir les relations diplomatiques avec l'Etat syrien. Cela permettrait au moins de coordonner les actions contre les takfiristes européens recrutés en Syrie et en voie de retour pour commettre des attentats.

(1) ( [http://www.liberation.fr/debats/2017/07/02/monsieur-le-president-maintenir-assad-c-est-soutenir-le-terrorisme\\_1581057](http://www.liberation.fr/debats/2017/07/02/monsieur-le-president-maintenir-assad-c-est-soutenir-le-terrorisme_1581057) ) ;

Le drapeau syrien reconnu internationalement comporte deux étoiles vertes et une bande rouge contrairement à celui figurant sur cette pétition qui fut celui de la Syrie coloniale.

### Premiers Signataires :

- Claude Beaulieu, président du Comité Valmy
- Badiaa Benjelloun, médecin, directrice de l'espace Maymana
- Ahmed Bensaada, enseignant, auteur et essayiste
- Joseph Berbery, retraité de l'enseignement, Canada
- Geneviève Blache, membre de la direction du Comité Valmy
- Jean Bricmont
- Vladimir Caller, journaliste, analyste politique
- Michel Collon, journaliste, écrivain, fondateur d'Investig'Action
- Comité Valmy
- Alain Corvez, conseiller en stratégie internationale
- Bruno Drweski, enseignant-chercheur, historien, géopolitiste, ARAC
- Bernard Gerbier, professeur des Universités émérite
- Bruno Guigue, ex-sous-préfet de la République, analyste politique
- Youssef Hindi, écrivain, analyste politique
- Investig'Action
- Diana Johnstone, journaliste, écrivaine
- Claude Karnoouh, philosophe, anthropologue, retraité CNRS
- Jacques Kmiecik, journaliste
- Micheline Ladouceur, géographe et Rédactrice de Mondialisation.ca
- Simone Lafleuriel-Zakri, professeure retraitée, écrivaine, historienne
- Jean Lévy, Comité Valmy (direction), ancien responsable CGT Banques
- Jacques Maillard, physicien, bureau national du Comité Valmy
- Alexandre Moumbaris, éditions Démocrite
- Marie-José Moumbaris, éditions Démocrite
- Majed Nehmé, journaliste franco-syrien, directeur de Afrique-Asie
- Jean-Pierre Page, syndicaliste, ancien dirigeant national CGT
- Maria Poumier
- Jean-Pierre Robert, administrateur du site Palestine-Solidarité
- Yves Vargas, Philosophe
- Jean-Michel Vernochet, journaliste

- Isabelle Voltaire, Comité Valmy (direction)
- Michel Raimbaud, ambassadeur de France (ret.), conférencier
- Francis Arzalier, historien
- Roger Akl
- Richard Labévière, rédacteur en chef du magazine en ligne prochemoyenorient.ch
- Claude Gaucherand, contre-amiral (2 S)
- Michel Debray, vice-amiral en 2e section
- Pierre Lévy, Rédacteur en Chef de *Ruptures*
- Hugues-Antoine Suin, diplomate à la retraite
- Hassan Hamdane, sociologue, professeur à l'Université libanaise, Beyrouth
- Ali Ibrahim, citoyen syrien, licencié es-littérature française
- Dominique Dionisi
- Guy Chayvialle
- Laurence Potier, Chef d'entreprises
- Hubert de Gevigny, contre-amiral (2 S)
- Charles Hoareau, président Association nationale des communistes
- Silvia Cattori, journaliste indépendante
- Marie-Catherine Andreani
- Jacques Lacaze, ancien conseiller municipal Liévin (62)
- Jean-Pierre Garnier, sociologue
- Bernard Maillard
- Claude Deffontaine
- Hélène Lequien
- Mouna Alno-Nakhal, ex-biologiste
- Odile Hage, retraitée de l'enseignement
- Halima Sadki, enseignante, membre du Comité Valmy
- Mezri Haddad, ancien ambassadeur de Tunisie auprès de l'UNESCO
- Bernard Gaveaux
- Nadia Gaidon
- Christian Bouteau
- Denis Lemercier
- Nathalie Waibel, citoyenne éclairée donc libre
- Laurent Dauré, journaliste